

Quelles perspectives pour le mouvement social ?

A voir :
We feed the world
(Le marché de la faim)

"*We feed the world*" (Nous nourrissons le monde) : c'est le slogan d'une des principales firmes semencière transnationale, Pioneer. Mais en réalité, Pioneer et les autres n'ont d'autre objectif que de multiplier les profits de leurs actionnaires. 52 % des richesses produites annuellement sont sous le contrôle de 500 entreprises transnationales. Et elles affament le monde plutôt que le nourrir convenablement, comme le rappelle Jean Ziegler, rapporteur de la commission des droits de l'homme de l'Onu, un de ceux qui témoignent dans ce document. Les multiples facettes de ce système et leurs terribles conséquences sont remarquablement démontrées dans ce documentaire de 96 minutes du journaliste autrichien Erwin Wagenhofer. Sur les écrans depuis le 25 avril, ce film donne encore plus de sens au mot d'ordre : "*un autre monde est possible et nécessaire* !".

Le BIT constate de nouvelles formes de discrimination au travail

Dans son 2^{ème} rapport global sur "*l'égalité au travail*", rendu public le 10 mai 2007, le Bureau international du travail (BIT) dresse un état des lieux des discriminations liées au travail dans le monde. Il relève que malgré des progrès, les formes "*habituelles*" de discriminations persistent et que de nouvelles manifestations de celles-ci émergent : les tests génétiques, révélant un problème médical actuel ou futur, sont utilisés pour exclure ou licencier les travailleurs qui ont une prédisposition à contacter telle ou telle maladie ; le mode de vie, et plus concrètement le point de savoir si un individu mène une vie saine, devient un facteur qui compte pour obtenir ou conserver un emploi (ainsi, une surcharge pondérale, le fait d'être fumeur ou de souffrir d'hypertension sont des éléments qui deviennent un désavantage professionnel dans plusieurs pays industrialisés) ; la stigmatisation dans l'emploi des personnes atteintes du VIH ou supposées l'être...

Source : *Liaisons sociales*

Nicolas Sarkozy a été élu président de la République. Lors de la campagne électorale, l'Union syndicale Solidaires n'avait pas donné de consigne de vote, mais elle avait souligné le caractère dangereux de la vision de la société et du programme défendus par ce candidat. Ce qui était hier promesses ou menaces électorales va devenir programme de gouvernement. Pour sa part, Solidaires continuera à porter haut et fort ses propositions et revendications dans un contexte où le mouvement syndical et, plus largement, l'ensemble du mouvement social, vont avoir de lourdes responsabilités. D'ores et déjà notre Union syndicale a décidé d'impulser un débat visant à mieux analyser ensemble les causes de la situation actuelle et à favoriser la construction collective de résistances et d'alternatives. C'est le sens de la publication par Solidaires d'une "*contribution au débat*", issue des travaux de son Comité national, dont le contenu est en grande partie repris dans le présent article.

* Vous pouvez retrouver ce quatre pages intitulé "*Après l'élection présidentielle, quelles perspectives pour le mouvement social ?*" sur le site Internet de Solidaires à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/article14044.html>

Les leçons du passé

Afin de mieux appréhender la situation actuelle, il convient d'avoir en tête quelques tendances fortes observées depuis le milieu des années 1990. Années qui ont marqué, notamment à travers l'apparition du mouvement altermondialiste, une remise en cause profonde des postulats du néolibéralisme. Alors que dans la période antérieure, la concurrence, les privatisations (etc.) apparaissaient aux yeux de la grande masse de la population comme des solutions pour résoudre les problèmes de l'humanité, ces idées ont été fortement contestées et le néolibéralisme a été mis idéologiquement sur la défensive (même si certaines de ses "*valeurs*" sont désormais intégrées dans les têtes et ont favorisé une montée de l'individualisme).

Ce constat ne signifie pas que les rapports de forces se soient inversés. L'offensive néolibérale continue et même s'aggrave, mais elle le fait dans une situation où la légitimité des mesures proposées est faible voire inexistante, d'où la montée des résistances, et ce dans la plupart des pays. Cette situation explique, en France, le mouvement des retraités de 2003, celui sur le CPE de 2006 ou la victoire du Non au référendum de mai 2005 contre le projet de Traité constitutionnel européen. Ces mouvements ont été largement soutenus par les opinions publiques, ce qui n'est pas une garantie de victoire, mais la preuve d'un impact amoindri des idées néolibérales dans la société. Ce refus du néolibéralisme et de ses méfaits n'a pas pour autant permis que les

Mise à mort du CDI

Promesse parmi les plus emblématiques de sa campagne électorale, l'instauration d'un contrat de travail unique, couplé à la mise en place d'une "sécurité sociale professionnelle", vise selon N. Sarkozy à donner plus de souplesse aux entreprises (qui pourront plus facilement licencier et pratiquer la séparation à l'amiable) tout en étant "plus sécurisant" pour les salarié(e)s. La fameuse logique du "gagnant-gagnant" (!) chère au nouveau président. Concrètement, ce nouveau contrat viserait à remplacer les actuels CDD et CDI par un contrat unique qui serait (à l'exemple du CNE et d'un CPE mort-né) à durée indéterminée avec des droits du salarié qui augmenteraient avec l'ancienneté. Au-delà de ces principes de base, le contour exact de ce projet reste à ce jour totalement flou, notamment sur tout ce qu'il implique en matière de rupture du contrat, d'indemnisation chômage, de remplacement temporaire, de continuité des droits d'une entreprise à l'autre, de formation professionnelle, de validation des acquis professionnels, etc. Derrière la mise en place de ce nouveau contrat (lourde de conséquences, technique et difficile, comme le souligne le gouvernement) qui ne ferait qu'accroître encore plus la précarité des salariés et leur subordination vis à vis d'un employeur qui pourrait les licencier pour un oui ou pour un non, c'est bel et bien l'ensemble du Code du travail qui est aujourd'hui menacé. La manière dont le 1^{er} ministre a essayé d'imposer aux partenaires sociaux, en contradiction avec les modalités définies par la loi de modernisation du dialogue social, une date butoir pour régler ce dossier ne peut que confirmer la hauteur des attaques que le gouvernement entend mener pour imposer ses orientations antisociales dans les différents domaines concernés par ce projet.

mouvements sociaux soient en capacité d'ouvrir des perspectives nouvelles ou de peser durablement sur les politiques publiques. Essentiellement défensifs, ils parviennent quelques fois au mieux à mettre des coups d'arrêt, alors même que la hauteur des affrontements est considérable. Cette capacité de résistance a empêché, malgré des reculs indéniables, que les politiques néolibérales puissent totalement s'imposer et produire pleinement leurs effets.

La montée des angoisses et des peurs

Cependant, dans une société qui se délite et dans laquelle le futur apparaît de plus en plus incertain, les angoisses du lendemain, la peur de l'avenir servent de support à certains pour développer un discours xénophobe et nourrissent les demandes sécuritaires dans une partie de la population victime directe des politiques néolibérales. En l'absence de réponse anti-libérale alternative crédible, se développe donc une autre réponse centrée sur la demande d'ordre, le rejet des plus faibles, le repli identitaire... et basée sur la recherche de boucs émissaires.

De plus, les salarié-es stables, mais à la limite de la précarité, vivent dans l'angoisse permanente d'y tomber. Cette peur du déclassement affecte par ricochet l'ensemble du salariat qui, de plus, craint ce sort

Des chiffres significatifs

Une enquête de CSA apporte des renseignements intéressants sur le résultat électoral. Nicolas Sarkozy est largement majoritaire chez les 25-29 ans (56 %) et à partir de la tranche d'âge des 40 ans (53 %) pour atteindre 63 % chez les plus de 75 ans. Il est majoritaire chez les employés (53 %) mais minoritaire chez les ouvriers (47 %). Sur l'ensemble des salarié-es, Nicolas Sarkozy est majoritaire (51 %), mais avec une forte différenciation entre public et privé. Il est très minoritaire dans le secteur public (37 %) mais nettement majoritaire dans le secteur privé (55 %). Enfin Nicolas Sarkozy est nettement majoritaire chez les sans diplôme et jusqu'aux détenteurs de CAP et BEP. Il est nettement minoritaire à partir des votants ayant le niveau du Bac. Ces chiffres sont certes à prendre avec prudence en raison de la faiblesses des échantillons représentatifs. S'ils ne correspondent pas à une vérité absolue, ils représentent cependant une tendance indéniable.



pour ses enfants. Cette angoisse se couple d'un refus de l'assistanat qui s'explique essentiellement par la peur que le financement des mesures sociales prises en faveur des plus démunis repose sur les salariés ayant un emploi.

La présidentielle s'est donc déroulée dans une situation assez contradictoire : crise des idées néolibérales... mais angoisses profondes et forte demande d'ordre ; capacités de résistances des salarié-es... mais incapacité d'imposer de nouvelles orientations. Dans cette situation dominait cependant une idée centrale : "*ça ne peut plus continuer comme cela*". Cette idée était présente, pour des raisons différentes, dans tous les secteurs de la société : la classe dominante voulait en finir avec les "*rigidités*" de la société française, les salarié-es voulaient un changement de leur situation, les personnes âgées la garantie pour leurs retraites et de l'ordre dans la rue, et la majorité de la population être "*protégée*".

Le discours attrape-tout de Nicolas Sarkozy

L'habileté de Sarkozy est d'avoir tenu un discours capable de répondre à ces attentes. Il a réussi à être porteur de la "*rupture*" alors même qu'il était une pièce maîtresse du gouvernement précédent. Il est apparu comme un candidat antisystème alors même qu'il en est le pur produit. Il est apparu voulant défendre "*la valeur travail*" alors même qu'il défend les intérêts directs des plus grands groupes capitalistes français. Il a critiqué la construction européenne actuelle alors qu'il en a été un des promoteurs les plus ardents. Sa force aura été d'être capable de réunir dans son discours des aspirations diverses et partiellement contradictoires. Ainsi, il a réussi dans le même mouvement à siphonner les voix du FN, axant une partie importante de son discours sur l'identité nationale et l'immigration, tout en faisant des références à Jaurès et Blum et en se présentant lui-même comme un fils d'immigré. Ainsi il a endossé les habits du "*sauveur*", celui certes des classes dominantes, qui malgré leurs efforts n'ont pas encore réussi à imposer totalement la purge néolibérale, et qui lui ont donné mandat pour la mener à bien, mais aussi celui d'une partie des classes populaires sensible à une rhétorique marquée par l'ordre et la sécurité et qu'il s'engageait à protéger. Si le discours de Sarkozy a pu avoir un tel impact, c'est avant tout dû à un manque de consistance du projet de la candidate du PS, "*à la remorque*" des propositions de Sarkozy dans plusieurs domaines, et à l'absence, de part son éclatement, d'une force politique anti-libérale crédible et audible.



Et maintenant ?

Elu avec une participation électorale exceptionnelle et un score sans appel, Nicolas Sarkozy va jouir d'une légitimité incontestable. Il sera donc tenté d'appliquer au plus vite - si l'UMP remporte les législatives -, les mesures risquant de susciter des contestations sociales, comme, par exemple, celles sur le service minimum ou contre les régimes spéciaux de retraites. Ceci d'autant qu'il va avoir rapidement besoin de "*victoires sociales*" fortes pour asseoir encore plus sa légitimité - notamment au niveau européen où la France est considérée comme très en retard en matière de libéralisme. Cependant, à court terme, les paramètres antérieurs à cette situation ne vont pas disparaître comme par enchantement. Cette élection n'a pas converti brutalement les Français au néolibéralisme et ils n'ont pas voté pour cela. La mise en œuvre brutale d'une telle politique provoquera inévitablement des remous importants.

La question qui se posera alors est de savoir si les mouvements sociaux qui existeront auront, comme par le passé, le soutien de l'opinion publique ou si celle-ci considérera qu'après tout il faut laisser sa chance au nouveau gouvernement. Autre point d'interrogation, quelle sera la stratégie précise de Nicolas Sarkozy ? Mettra-t-il en œuvre une stratégie visant à provoquer un affrontement central décisif pour battre le mouvement social comme l'avait réussi Margaret Thatcher avec la grève des mineurs de 1984 et comme Juppé l'avait tenté sans succès en 1995, ou se contentera-t-il plus prosaïquement de marquer des points limités sur la simple base du rapport de forces électoral ? La réponse à cette question tient en partie aux réactions qui vont avoir lieu après l'élection. Celle-ci provoquera-t-elle un abatement ou, au contraire, sera-t-elle l'occasion de créer une dynamique de résistance sociale capable de s'appuyer sur une majorité de l'opinion publique. Par deux fois, avant et après son intronisation officielle, le nouveau président a reçu les organisations syndicales pour discuter notamment de la "*méthode*" pour mettre en œuvre les mesures qu'il préconise. Ni la FSU, ni l'Union syndicale Solidaires n'ont été conviées à ces rencontres. Une telle discrimination se situe dans la poursuite des comportements des gouvernements précédents, alors même que le candidat Sarkozy avait indiqué vouloir faire fortement évoluer les règles de représentativité syndicale.

Résister et proposer des alternatives !

Dans cette situation incertaine, deux points paraissent particulièrement importants. Le premier à trait à la bataille d'idées. Ce sera un des terrains sur lequel se construiront les rapports de forces globaux. Cette bataille doit évidemment d'abord porter sur les questions économiques et sociales. Que ce soit sur la question des retraites, du contrat de travail, de la réduction du temps de travail, des salaires, du partage des richesses... nous devons montrer que des alternatives aux mesures néolibérales préconisées par le nouveau président peuvent être mises en œuvre. Mais d'autres sujets, sur lesquels le mouvement syndical s'exprime peu, doivent faire aussi l'objet d'un travail d'éducation populaire. Le candidat Nicolas Sarkozy a défendu une certaine idée de la sécurité et de l'identité nationale qui attisait les peurs et surfait sur la xénophobie. Le combat frontal contre ses conceptions est une des conditions pour que

A lire :
"Pour en finir avec la précarité"

Alors que la présidente du Medef fait l'éloge de la précarité du travail, la Fondation Copernic [<http://www.fondation-copernic.org>] fait le point sur une situation trop souvent passée sous silence. Les auteurs décrivent les différentes facettes d'une précarité aujourd'hui multiforme : précarité qui se diffuse au-delà des seuls salariés en CDD ou en intérim ; précarité avant tout féminine ; précarité frappant en premier lieu les chômeurs. Cet ouvrage veut également démystifier les explications et les "*solutions*" aujourd'hui au centre du débat public, qui sont lourdes de dangers. Ainsi, pour les auteurs, la flexibilité n'est pas l'horizon indépassable, le manque de formation n'explique pas directement le chômage et le "*modèle danois*" n'est pas la solution pour tous. Un an après le mouvement victorieux contre le CPE, plusieurs organisations de jeunesse et de jeunes précaires présentent ici leurs propres analyses et revendications. Enfin, le livre aborde les contours de ce que pourrait être une alternative à même d'en finir avec la précarisation généralisée de la société. Editions Syllepse, 138 p., Prix : 7 €)

A lire :
"L'envol du Faucon vert"

Ce polar nous conduit au cœur du système politico-affairiste algérien qui a permis la montée en puissance d'un fils de notable qui a pu écarter, avec l'appui du pouvoir, une compagnie aérienne et une banque privée, en utilisant allègrement l'argent public et l'argent des comptes sociaux... Cette histoire, largement inspirée du scandale de la "*banque Kalifa*" qui vient de défrayer l'actualité, plonge au cœur d'un univers glauque : banquiers véreux, islamistes manipulés, généraux tireurs de ficelles... Ce livre écrit, sous pseudonyme, par un ancien haut fonctionnaire qui a du quitter l'Algérie, met en lumière les arcanes du pouvoir algérien et la trahison du peuple. Passionnant et instructif !

"*L'envol du faucon vert*"
Amid Lartane, Editions Métailié, 9,50 €